

# Dialogue sur une Gouvernance Effective de l'Eau



Le tribunal de l'eau à Valence, Espagne en 1831. Ce tribunal siège toujours aujourd'hui en ce même lieu pour résoudre les conflits liés à l'eau.

La crise de  
l'eau est  
essentiellement  
une crise de  
gouvernance

L'actuelle crise de l'eau est essentiellement une crise de gouvernance. En conséquence, surmonter les défis qui se présentent dans ce domaine est, de l'avis de tous, l'un des facteurs prioritaires de la gestion de l'eau, et tout échec rendrait improbable le développement et la gestion durable des ressources hydriques.

La gouvernance de l'eau fait référence à une palette de systèmes politiques, sociaux, économiques et administratifs disponibles à différents niveaux de la société destinés à réguler le développement et la gestion des ressources en eau et les services d'approvisionnement de ce bien. Des questions de gouvernance découlent des implications importantes sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux, administratif, mondial, régional, national et local. De plus, elles constituent un pré requis pour une mise en œuvre efficiente de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (Integrated Water Resources Management – IWRM ci-après).

L'approche IWRM recommande une meilleure intégration et coordination du processus de développement et de gestion de l'eau. Les solutions aux crises actuelles et futures ne résident pas seulement dans les nouvelles et extraordinaires avancées technologiques ou dans des approches basées sur l'offre, mais beaucoup plus sûrement dans l'introduction de changements fondamentaux dans l'utilisation et la gestion de l'eau. En conséquence, la clef d'une future gestion durable des ressources en eau viendra des modifications appropriées appliquées aux processus de gouvernance de l'eau.

La gouvernance de l'eau fait référence à la palette de systèmes politiques, sociaux, économiques et administratifs utilisés pour réguler le développement et la gestion des ressources en eau et la fourniture de services hydriques à différents niveaux de la société.

## Gouvernance de l'eau

La gouvernance de l'eau est perçue, dans son acception la plus large, comme susceptible d'influencer les organisations et institutions sociales, politiques et économiques ainsi que leurs relations considérées comme importantes pour le développement et la gestion de l'eau. Compte tenu de la complexité des différents modes d'utilisation de l'eau au sein de la société, pour que la gestion de cette ressource soit effective et équitable, les différents acteurs doivent être entendus et impliqués dans les décisions relatives aux ressources hydriques communes. Les aspects politiques de

la gestion de l'eau doivent être reconnus et pris en compte au sein des futurs processus. La gouvernance effective des ressources hydriques nécessite l'engagement conjoint des gouvernements et des divers groupes de la société civile, particulièrement aux niveaux locaux et associatifs, auxquels il faut associer le secteur privé.

Les gouvernements jouent un rôle important dans la gestion équitable et durable des ressources en eau. Bien qu'ils définissent les cadres politiques et législatifs régissant la gestion et l'utilisation des ressources hydriques, les gouvernements ne peuvent agir dans un superbe isolement.

La mise en œuvre des actions gouvernementales n'aboutira que si tous les utilisateurs de l'eau sont impliqués dans le processus de développement des politiques et règlements de gestion et d'utilisation de l'eau. La mise en place de cet «environnement habilitant» dépend de deux conditions. En premier lieu, des cadres politiques adéquats doivent être créés afin d'attribuer et de gérer correctement l'eau de manière à satisfaire besoins éventuellement contradictoires des divers utilisateurs, et à régler la qualité de l'eau. Ensuite, un approvisionnement suffisant et un principe de responsabilité doivent être établis dans le cadre d'institutions de réglementation et de gestion destinées à la mise en œuvre de ces politiques.

Cet ensemble se doit d'inclure une législation sur les droits et bénéfices liés à l'eau, particulièrement pour mener à bien des stratégies de développement et de gestion intégrée des ressources en eau qui prennent en compte les besoins des populations pauvres. Avant toute chose, les gouvernements doivent assurer la participation de toutes les parties prenantes, y compris celles des secteurs privés et publics, la modification de la législation existante et l'élaboration d'un nouveau cadre législatif. Autre point important, les

gouvernements jouent un rôle essentiel dans le développement de la coopération entre ceux qui partagent les bassins hydriques, et ce à tous les niveaux.

La gouvernance effective de l'eau trouvera son aboutissement par le biais d'un processus politique. Cette démarche doit être entreprise



dans le contexte de la gestion intégrée des ressources en eau (IWRM). Pour qu'une telle approche IWRM soit couronnée de succès, les processus décisionnels doivent échoir au niveau approprié le plus proche du terrain, à même de mener à bien de telles tâches. Il s'agit en principe des autorités locales et des institutions associatives et communautaires. Leurs rôles et fonctions, de même que ceux des autorités à d'autres niveaux, doivent être ajustés en conséquence. L'efficacité de ces institu-

tions implique la participation et la représentation des associations et groupes communautaires de tous les utilisateurs d'eau impliqués dans ces processus.

La mise en place des capacités humaines et institutionnelles constitue un élément important du développement et de la gestion durable des ressources hydriques. Les décisionnaires, les gestionnaires

et les utilisateurs de l'eau doivent, par exemple, augmenter leur capacité de

gestion de ressources limitées en eau prenant en compte les exigences croissantes des utilisateurs et les besoins environnementaux, afin d'élaborer des structures tarifaires appropriées

moyens aux des populations pauvres,

d'augmenter les revenus nécessaires pour soutenir tant les prestations de services que la ressource elle-même...

Seul un processus politique adéquat et efficace permettra d'atteindre une gouvernance effective de l'eau et la réussite de la gestion intégrée des ressources en eau. La sécurité hydrique ne sera atteinte que lorsque les ressources en eau seront gérées selon des modalités garantant des besoins socio-économiques et de sa durabilité. Il s'agit là de l'objectif même

du Dialogue sur la Gouvernance, à savoir l'obtention d'un environnement habitant et de dispositions institutionnelles appropriées.

## Les objectifs du dialogue

En abordant les aspects sociopolitiques de l'eau, le Dialogue sur la Gouvernance vise les objectifs suivants :

- faciliter la communication entre les politiques et autres décisionnaires et les responsables et utilisateurs de l'eau, afin de prendre en compte et de traiter la gouvernance de l'eau dans plusieurs pays.
- mettre en évidence les bonnes pratiques et les enseignements tirés de la mise en œuvre de l'IWRM et, sur la base d'exemples acquis à partir d'études de cas, illustrer les progrès apportés à la gouvernance ainsi qu'au développement et à la gestion de l'eau.
- faire la démonstration de l'IWRM comme pratique par l'utilisation d'IWRM «Toolbox».
- identifier les actions de suivi.

## Les dialogues

Le Dialogue sur une Gouvernance Effective de l'Eau rassemble les parties prenantes en vue d'examiner les processus politiques et d'analyser les systèmes de gouvernance de l'eau. Le Dialogue constituera une plate-forme de négociation et de résolution des conflits, d'apprentissage social et de prise de décision collective. Il favorisera l'établissement d'un climat de confiance entre les participants et les échanges d'informations. Les discussions seront centrées sur des cas réels et sur l'ac-

tion. Elles traiteront une large variété de questions liées aux contextes sociopolitiques en relation avec les différentes traditions et régimes culturels et politiques des pays. Même si certaines questions sont spécifiques au pays concerné, il existe de nombreux domaines dans lesquels des expériences communes peuvent être partagées. Les activités en cours comprennent des ateliers multi-partenaires, des tables rondes sur les processus politiques et des conférences «à distance».

Sur la base des informations et des expériences recueillies au cours de session de «brain storming» au sein de l'équipe du Groupe d'Action Dialogue (*Dialogue Task Force*), composé des membres du réseau GWP, du Conseil International pour l'Environnement (*International Council for the Environment – ICLEI*) et du Programme des Nations Unies pour le Développement (*United Nations Development Programme – UNDP*), le Groupe d'Action Dialogue élaborera un rapport comprenant un large historique sur tous les aspects de la gouvernance de l'eau. Ce rapport servira de contribution pour tous les ateliers multi-partenaires au niveau régional et national.

### *Comprendre la gouvernance*

Des réunions multi-partenaires seront organisées en vue d'analyser les systèmes de gouvernance existants et identifier les questions critiques de gouvernance de l'eau au niveau régional, national et/ou local. Parmi les nombreuses questions susceptibles d'être soulevées au cours de ces ateliers multi-partenaires, il faut mettre l'accent sur les suivantes : les systèmes

gouvernementaux sont-ils adaptés aux dispositions existantes sur la gestion et l'utilisation des ressources en eau ? Quelle est l'utilité des instruments légaux pour les partenaires dans les processus décisionnels ? Quel est le rôle joué par les autorités locales et autres partenaires dans la gouvernance de l'eau et des ressources hydriques au niveau local ? Qui doit être impliqué, de quelle manière et à quel moment ? Les résultats de ces discussions multi-partenaires pourront servir de base aux tables rondes politiques.

De plus, des études seront conduites afin d'analyser les systèmes existants de gouvernance de l'eau. Ces analyses identifieront les questions politiques critiques à chaque niveau de gouvernance de l'eau. Sachant que les pays sont confrontés à des problèmes différents, les délégués contribuant à chacune des conférences se concentreront sur les questions prioritaires dans leurs domaines respectifs. La boîte à

Le résultat des discussions au sein du Dialogue sur une Gouvernance Effective de l'Eau ont alimenté la réunion des Gouverneurs de la Banque Inter-Américaine de Développement tenue en Amérique du Sud en Mars 2002, et seront utilisés au cours du Sommet de la Terre sur le Développement Durable à Johannesburg en Septembre 2002, et du Troisième Forum Mondial de l'Eau au Japon en Mars 2003.

outils IRWM (*IRWM ToolBox*) sera utilisée dans le cadre de ces analyses pour faciliter l'identification des principales questions et, à leur tour, les études de cas résultant des dialogues seront incorporées dans la boîte à outils.

#### *Tables rondes politiques*

Les discussions qui se tiennent dans le cadre des tables rondes politiques entre décisionnaires de haut rang – ministres, administrateurs, maires, conseillers municipaux et fonctionnaires – alimentent une réflexion supplémentaire sur les questions soulevées par les discussions entre plusieurs partenaires différents. On est en droit d'espérer que les résultats de ces délibérations présenteront un vaste ensemble de mesures prioritaires nécessaires pour traiter des questions de gouvernance de l'eau. Au cours de l'année 2002, des tables rondes se tiendront en Chine, en Afrique de l'Ouest, dans l'Asie du Sud Est, ainsi qu'en Europe Centrale et en Europe de l'Est. Des réunions sont également prévues dans la région Méditerranéenne et en Amérique Centrale, dans lesquelles des parlementaires seront invités à débattre de questions portant sur la gouvernance de l'eau. D'autres tables rondes seront organisées dans d'autres régions du monde au cours de cette même année.

#### *Conférences électroniques*

En 2002 et au début de 2003, des conférences électroniques portant sur les questions politiques et les analyses de gouvernances de l'eau seront conduites par le truchement du Troisième Forum Virtuel Mondial de l'Eau.

## Les Résultats du Dialogue

Plus particulièrement, les résultats du Dialogue comprendront :

- un rapport explorant le concept de gouvernance de l'eau dans un monde changeant dans lequel les gouvernements doivent partager la responsabilité du développement et de la gestion des ressources hydriques ;
- des rapports sur les processus politiques de gouvernance provenant des pays et des régions ;
- des rapports sur les analyses de gouvernance dans les pays et régions ;
- une identification de nouvelles études de cas à inclure dans la Boîte à Outils IRWM ;
- une compréhension de la valeur de la Boîte à Outil IRWM, une base de données sur Internet développée par le GWP ([www.gwpforum.org](http://www.gwpforum.org)), décrivant la majorité des outils mis à disposition des décisionnaires et gestionnaires de l'eau, qui désirent mettre en place une gestion durable des ressources en eau et la fourniture de services efficaces de l'eau.

Sachant que ce Dialogue portera principalement sur des processus réels et des situations actuelles, aussi bien de bonnes comme de mauvaises pratiques, il deviendra une source d'information ouverte à tous sur les systèmes de gouvernance nécessaires au développement et à la gestion durable des ressources en eau, et pourra servir de guide pour la mise en pratique de ressources intégrées de l'eau. Les résultats des tables rondes, des analyses et des discussions électroniques alimenteront, à court terme, des débats spéciaux sur la gouvernance de l'eau qui seront

organisés au cours du Sommet Mondial sur le Développement Durable prévu Johannesburg en Septembre 2002 et du Troisième Forum Mondial de l'Eau qui se tiendra au Japon en 2003.

A plus long terme, les résultats du Dialogue serviront à renforcer les procédures de gouvernance de l'eau dans le monde et à nous rapprocher de notre objectif de sécurité hydrique, à savoir que tout être humain doit avoir accès à des ressources en eau sûre pour sa consommation, son hygiène, ses besoins alimentaires, énergétiques et autres, tout cela à des coûts raisonnables, tout en préservant et protégeant l'environnement dans le cadre de ce processus.

## Coordination du Dialogue

Le Dialogue sur la Gouvernance Effective de l'Eau, initiative du GWP, du Conseil International pour les Initiatives Environnementales Locales (International Council for Local Environmental Initiatives – ICLEI) et le Programme de Développement des Nations Unies (United Nations Development Programme – UNDP), est coordonné par le GWP. Un Groupe d'Action du Dialogue (Dialogue Task Force), comprenant des membres du GWP, de l'ICLEI et de l'UNDP, pilote ce processus. De plus, d'autres organisations agissant à l'échelle mondiale ou régionale prendront part à ce dialogue, comme par exemple la Banque Mondiale déjà impliquée dans l'examen des aspects politiques de la réforme de l'eau, les Banques de Développement régionales qui conduisent des programmes sur la gouvernance de l'eau, ainsi que l'Union Européenne qui comprend la gouvernance comme thème prioritaire, et le Conseil Mondial de l'Eau.

## Contacts

### Håkan Tropp

Programme de Développement des Nations Unis  
(PNUD)

304 E 45<sup>th</sup> Street, Room FF-1026  
New York ; NY 10017  
USA

Tèl : +1 212 906 5866

Fax : +1 212 906 6973

E-mail : [hakan.tropp@undp.org](mailto:hakan.tropp@undp.org)

Website : [www.undp.org](http://www.undp.org)

### Alan Hall

GWP Centre de Ressources  
HR Wallingford Ltd

Howbery Park, Wallingford  
Oxon, OX10 8BA

Grande Bretagne

Tèl : +44 1491 822443

Fax : +44 1491 826352

E-mail : [awh@hrwallingford.co.uk](mailto:awh@hrwallingford.co.uk)

Website : [www.gwpforum.org](http://www.gwpforum.org)

### Laura Píriz

GWP Secretariat, c/o Asdi

Sveavägen 24-26

SE-105 25 Stockholm

Suède

Tèl : +46 (0)8 698 5000

Fax : +46 (0)8 698 5627

E-mail : [gwp@sida.se](mailto:gwp@sida.se)

Website : [www.gwpforum.org](http://www.gwpforum.org)

### The Water Campaign

ICLEI World Secretariat

16<sup>th</sup> floor, West Tower, City Hall,

100 Queen St. West

Toronto M5H 2N2

Canada

Tèl : +1 416 392 1462

Fax : +1 416 392 1478

Le Global Water Partnership (GWP), fondé en 1996, est un réseau international ouvert à toutes les organisations impliquées dans la gestion des ressources en eau : institutions gouvernementales de pays développés et en voie de développement, agences des Nations Unies, banques de développement bi- et multilatérales, associations professionnelles, organismes et centres de recherche, organisations

non-gouvernementales, ainsi que le secteur privé. Le GWP a été créé en vue de promouvoir la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (Integrated Water Resources Management – IWRM), dont l'objectif est d'assurer le développement et la gestion coordonnés de l'eau, de la terre et des ressources qui leur sont associées et ce par le biais de l'optimisation du bien-être économique et social, sans néan-

moins mettre en péril la durabilité des systèmes environnementaux vitaux pour la survie de l'être humain. Le GWP contribue à la mise en application de l'IWRM par le truchement de forums organisés à tous les niveaux : mondial, régional, et national, conçus pour aider les parties prenantes et les partenaires dans leurs processus de mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau.